

## **AINSI VA LE MONDE...**

### **La C.E.S. à Helsinki...**

Une des institutions, et non des moindres, de l'*Union Européenne* va, du 29 juin au 2 juillet 1999, tenir son Congrès à Helsinki. On notera, au passage, que le choix du lieu n'est peut-être pas aussi innocent qu'il y paraît.

L'appareil néo-stalinien qui dirige la C.G.T. s'est, avec, notamment, la complicité de la CFDT (mais probablement n'est-elle pas la seule à avoir voulu consacrer l'existence de la gauche plurielle unie à la droite bien pensante!) officiellement intégré à cette O.N.G. abusivement baptisée «*Confédération syndicale*». D'ores et déjà, on peut imaginer que les dirigeants de la C.G.T.F.O. qui s'efforcent de pratiquer, au sein de la C.E.S., une sorte de stimulation critique, vont trouver dans leurs nouveaux collègues, formés par les officines de Moscou à la pratique de la subsidiarité, de redoutables concurrents.

Quoi qu'il en soit, l'opposition plus ou moins muselée menée par certains au sein de cette organisation réactionnaire ne saurait faire illusion. Pour les bureaucrates de l'*Union Européenne*, l'important n'est pas les critiques formulées à l'encontre de leurs orientations (voire même, de temps à autre, un vote contre telle ou telle résolution), l'important c'est de cautionner l'organisation subsidiaire, en participant à ses activités.

Les «*états d'âme*» de certains camarades exprimés par ailleurs (État supranational oblige!) en termes diplomatiques, ne sauraient, en quoi que ce soit, inquiéter sérieusement les bureaucrates de la *Commission de Bruxelles* et leurs valets «*syndicaux*». Mais si d'aventure un militant égaré parmi cette faune avait le soudain désir de sortir de la comédie de la stimulation critique et faire au authentiquement acte d'opposant, il lui suffirait de proposer au vote de cette docte assemblée le texte suivant:

«Le Congrès rappelle solennellement que seules les organisations syndicales, que les travailleurs ont, pour la défense leurs intérêts de classe, édifiées dans le cadre de leurs nations respectives, sont habilitées, face au patronat et à l'État, à représenter leurs mandants»... CHICHE!

### **La guerre dans les Balkans**

Il semblerait qu'on s'oriente vers un arrêt (momentané!) de la guerre menée au nom du droit (comme déjà eu 1914...) contre la Yougoslavie qui va, à son tour, connaître une «*zone libre*» et une «*zone occupée*» et de surcroît risque de se voir amputée d'une partie de son territoire dont l'annexion est, d'ores et déjà, revendiquée par Léon II «*roi d'Albanie*»!!!

Cela étant, on ne peut qu'être écœuré de la veulerie et de la servilité, dont, en France, ont fait preuve les dirigeants politiques de la gauche plurielle unie à la droite bien pensante. Mais, fort heureusement, la résistance s'organise, y compris au plan international, et on ne peut que saluer la tenue à San Francisco, en février prochain, à l'initiative de l'*Entente internationale des travailleurs* et d'organisations affiliées à l'A.F.L.-C.I.O., d'une *Conférence internationale ouverte*, d'ores et déjà promise à un grand retentissement... Tant il est vrai, qu'en dépit des affirmations des tenants de «*l'ordre mondial*», la lutte des classes demeure une réalité bien vivante qui pèse sur la conduite politique des États.

De ce point de vue, il est également probable que nous allons vers de grands bouleversements que les apprentis-sorciers qui, non sans une certaine naïveté, croient pouvoir diriger le monde, ne sauraient même imaginer.

Qui vivra verra!

## Promotions...

La C.G.T.F.O. a officiellement désigné ses représentants au *Comité de Dialogue social* institué par décret pour permettre aux partenaires sociaux d'apporter «leur contribution à la mise en œuvre des lignes directrices de la politique de l'emploi» décidée par Bruxelles.

Ont été nommés, dans l'ordre hiérarchique:

1 <sup>er</sup> titulaire:	Marc Blondel
2 <sup>ème</sup> titulaire:	René Valladon
1 <sup>er</sup> suppléant:	Jean-Claude Quentin
2 <sup>ème</sup> suppléant:	Jean-Claude Mallet.

Félicitations aux heureux promus qui accèdent ainsi à la dignité de «co-législateurs».

**Alexandre HÉBERT.**

---

# POUR L'INDÉPENDANCE...

Souvenons-nous: des milliers de militants F.O. ont manifesté à Paris le 21 novembre 1998. Les réactionnaires de tous bords ont aussitôt trempé leur plume dans l'acide pour dénoncer, démolir et vomir le «danger» immédiat: le syndicalisme libre et indépendant, régulièrement vilipendé par les pisse-vinaigre de la presse aux ordres, les Validire, Julliard, Eliakine, Bazin, Gilson, etc...

Cette fois-ci, la palme de la haine revient incontestablement au dénommé Christophe Forcari, plumitif de la propagande d'État au journal «Libération». Ce ramasse-merde est allé fouillé dans les poubelles de l'U.N.S.A., pour en sortir le grotesque Grosset (vous vous souvenez de lui, vous?) et nous livrer le scoop de l'année: «l'influence des trotskystes infiltrés aux postes clés de l'organisation F.O.», ainsi que «l'ouvriérisme dépassé» de Marc Blondel, ou encore condamnée à disparaître.

Classiques pourris pour tous ceux qui militent pour la disparition du syndicalisme libre et indépendant, et pour l'éclatement de la classe ouvrière. La bande de néo-syndicalistes de l'U.N.S.A. est la porteuse d'eau d'un parti qui, après sa transformation en parti présidentiel, est en train de se transformer peu à peu en «parti national», dans l'objectif de servir aux travailleurs la mauvaise soupe de la «démocratie totalitaire». La marche vers cet objectif est facilitée en son sein par le départ des militants issus de la tradition du mouvement ouvrier français.

## VERS LE FASCISME

L'idéologie d'une partie de l'appareil du *Parti socialiste*, dont la vocation réactionnaire n'a rien à envier au *Front national* (aux deux!), n'est pas une vue de l'esprit, mais l'inquiétante réalité d'un parti qui dérive doucement, mais sûrement, vers le fascisme. Par exemple, le *Parti socialiste* souhaite instaurer «un nouveau pacte social dans les entreprises, en faisant des salariés des acteurs (sic) de l'entreprise», il veut «considérer un accord patronat-syndicats comme valable lorsqu'il a été signé par les organisations syndicales représentent la majorité des salariés», ou encore «faire ratifier un protocole, préalablement conclu par une ou des organisations syndicales, par un référendum dans les entreprises de la branche concernée».

En cette période de grands atouchements intersyndicaux, à qui va profiter le crime? Pierre Khalfa, de S.U.D., donne la réponse, en réinventant le fil à couper le beurre, il explique:

- que «l'orientation de S.U.D., c'est de recomposer très largement le mouvement syndical sur des bases de construction de contre-pouvoirs dans la société et l'entreprise»;

- qu'il ne faut pas «*considérer le capitalisme comme étant l'horizon indépassable*»;

- et d'affirmer que «*dans le syndicalisme il y a deux grandes orientations: celle de la C.F.D.T. qui vise à accompagner les projets gouvernementaux, et celle (de S.U.D., bien sûr!) qui veut essayer de proposer des alternatives*».

«*Alternatives*» si on comprend bien, qui ne doivent pas avoir pour conséquence d'empêcher les capitalistes de s'en foutre plein les poches sur le dos des travailleurs! Et il ajoute: «*il faudrait que tous les courants favorables à cette orientation se rassemblent, convergent, agissent ensemble*».

## LA MESSE EST DITE

La messe est dite, sauf que ce gros con de «*recomposeur*», Khalfa et ses potes, n'inventent rien. Dans le système corporatiste du totalitarisme fasciste, il importait de concéder certains avantages aux classes populaires, afin de permettre le ralliement au régime d'une partie au moins des travailleurs, sans porter atteinte aux intérêts majeurs du capitalisme.

L'intégration du syndicalisme à l'entreprise ou à l'État, on connaît! Nous savons où cela mène. Khalfa n'était pas encore dans les couilles de son père, ni son père dans les couilles du sien, quand fut fixée, en 1891 la doctrine sociale de l'Église. Dans son encyclique *Rerum Novarum*, le Pape Léon XIII développait le modèle de «*l'état organique*», au sens duquel les patrons et les ouvriers devaient être «*frères en religion*». La solution de la question sociale, l'arbitrage des conflits, devaient se régler au nom du «*bien commun*».

## MUSSOLINI ET LA SUBSIDIARITÉ

C'est sur cette conception que s'appuiera Mussolini pour appliquer sa «*doctrine syndicale fasciste*». Le 3 avril 1926, la loi Rocco, en suite du pacte social du Palais Vidoni, prétendait mettre fin, dans l'esprit du fascisme, au conflit capital-travail (ce que l'UNSA appelle «*l'ouvriérisme dépassé*»). En fait, elle achevait le démantèlement des organisations syndicales ouvrières libres, en désignant les dirigeants du syndicalisme fasciste, nommés selon une procédure contrôlée par l'État et le parti, et non élus par la base, les représentants exclusifs des travailleurs. Le rôle du syndicat était de coordonner les rapports économiques entre les diverses catégories productives, et de régler les rapports entre les salariés et les employeurs. En fait, il constituait l'organisme par lequel l'État pouvait agir sur l'économie et infléchir la production en fonction des priorités établies par le gouvernement: parfaite application du «*principe de subsidiarité*».

En matière de représentativité, bien avant que le *Parti socialiste* et consorts n'y pensent, la loi Rocco établit «*que les associations professionnelles ouvrières ou patronales ne peuvent être reconnues qu'à raison d'une seule par catégorie professionnelle, et à condition de regrouper au moins 10% des travailleurs de la catégorie considérée*». Elle posait toute une série de clauses restrictives empêchant les syndicats libres de pouvoir espérer la moindre reconnaissance légale; la mission «*d'éducation morale et nationale*» confiée aux syndicats nécessitait une «*foi nationale*» sûre et une «*conduite politique*». Autrement dit, seules les organisations syndicales fascistes pouvaient obtenir la reconnaissance légale.

A la base de cette politique, on trouve l'idée, émise dans l'article 1<sup>er</sup> de la *Charte du Travail*, que l'économie doit être subordonnée aux objectifs politiques du régime, or, le régime veut une monnaie forte et sacrifie délibérément à son but l'expansion économique, ainsi que le bien-être matériel d'une population que les mesures de stabilisation conduisent au chômage et à l'austérité. Eh oui, à l'époque déjà, le chômage et l'exclusion n'étaient pas une fatalité, mais bel et bien le résultat d'une politique délibérée!

## UN CERTAIN JACQUES DELORS

En France, en 1982, un certain Jacques Delors, Ministre du Gouvernement Mauroy et chantre de la «*politique de rigueur*», annonce que «*la politique du franc fort allait conduire à 500.000 chômeurs de plus avant la fin de l'année*». C'était là le prix à payer pour rester les larbins du grand capital... Depuis, cette politique a fait des petits, et des ravages parmi les travailleurs et leurs familles.

Le «*pacte social*» n'est qu'un moyen dans la logique de cette politique réactionnaire d'un autre âge. Le «*pacte social*» s'oppose à la convention collective, à l'indépendance, au droit du travail. Le «*pacte social*» c'est une manière de combattre les antagonismes sociaux en faveur de la «*réconciliation*» des classes, d'abattre «*l'ouvriérisme dépassé*», de remettre en cause l'existence de la C.G.T.F.O., «*accident de l'his-*

toire» comme le déclare le foutriquet Jacques Julliard, valet zélé des «*sociaux-chrétiens*» qui vomissent F.O. N'en déplaise à tous les bien-pensants, la C.G.T.F.O. n'ira pas manger dans la gamelle de l'État corporatiste.

On peut reprocher tout ce que l'on veut à Marc Blondel, mais sa volonté de préserver l'indépendance de F.O. reste inaltérable, il ne s'agit pas là d'une «*stratégie délirante, née d'une erreur d'analyse historique*», comme le crache le minable Christophe Forcari, relayé par les non moins minables Bazin et Gilson du *Nouvel Observateur* (canard ringard et vieillissant des «*révolutionnaires du 16<sup>ème</sup> arrondissement*»), mais tout simplement de la garantie des libertés démocratiques.

Gérard Adam écrit, dans La Croix du 21.11.98: «En fait, l'essentiel des difficultés est venu de la conception de l'action syndicale développée par F.O., qui refuse d'entrer dans la logique de la responsabilité économique et de l'intérêt général». Fout juste! C'est bien là la raison essentielle des attaques haineuses contre F.O., de la part des recomposeurs de tous bords, dont l'objectif est de transformer les syndicats en rouage de l'État, afin d'en faire des subsidiaires (et «*subsidés*») de l'Europe vaticane et totalitaire.

Exactement ce que souhaitait Giuseppe Bottai, *Ministre des Corporations et de l'Économie Nationale* de Mussolini, lorsqu'il disait en 1926: «*Révolutionnaire est le gouvernement qui introduit dans l'État et l'entreprise les forces syndicales et leur fait place, oui, mais attention! Les devoirs d'abord, et ensuite les droits*». Pas folle la guêpe! «*Le fascisme a foi dans l'action conciliatrice qui peut s'établir entre le capital et le travail, conçus non plus comme irréductibles antagonistes, mais comme entité tendant, quoique d'un point de vue différent, à une fin commune*».

Ces déclarations qui datent de soixante dix ans, sont d'une brûlante actualité et démontrent à l'évidence, pour qui en douterait encore, que ne désarment pas ceux qui rêvent de la société totalitaire organique et de l'association capital-travail pour broyer le syndicalisme libre et indépendant. Seule la résistance de la classe ouvrière (dont F.O. n'est pas isolée!) peut les empêcher d'arriver à leurs fins, parce que l'avenir qu'ils nous promettent, nous savons, que c'est le passé.

N'en déplaise à tous les névropathes aigris, la C.G.T.F.O. n'est pas un «*accident de l'Histoire*», mais incarne la nécessité incontournable du syndicalisme libre et indépendant et de la liberté tout court.

**Jean-Claude LOEW.**

-----

## **ET SI ON BOMBARDAIT LONDRES?**

Voilà déjà une année qu'un compromis a été signé au pays de «*l'Homme tranquille*», c'est-à-dire en Irlande, patrie des corneilles, des poneys sauvages et des criques - comme à Inisfree - village imaginaire et imaginé par John Ford, quand il tourna son film célèbre. Le compromis était signé entre les Anglais et les Irlandais pour tenter de trouver une issue au problème indépendantiste, crucial et qui embarrasse depuis des décennies le climat politique, dans ce qu'il est convenu d'appeler: les îles britanniques.

Récemment, à Londres, Anglais et Irlandais, ont, pour la énième fois, repris des négociations, avec la présence aussi de responsables ira-irlandais. C'est que dans l'Ulster, un maximum d'habitants réclament leur autonomie, leur indépendance, leur sécession d'avec la vieille Angleterre. Et les longs palabres et entretiens avec les dirigeants anglais - tout de bonne volonté qui soient - n'apaisent pas les volontés d'indépendance des gens de l'I.R.A., et d'une forte partie de la population.

S'ils insistaient - ces Irlandais - pour exiger leur séparation d'avec la Couronne, la seule issue pourrait venir de l'OTAN: il conviendrait de bombarder «*ex-cathedra*», puisque les Irlandais sont catholiques, Big-Ben, la Tour de Londres et la City... Royal Air Force, contre US Air Force, le spectacle serait affriolant... On plaisante bien sûr... Il est des volontés d'indépendance que soutient l'OTAN et pas d'autres. Des bonnes indépendances et des mauvaises indépendances... Oui, mais comment les distinguer?

Cela n'est pas l'affaire des citoyens, ni des peuples. Cela est l'apanage unique de très grands politique comme Clinton, Shroëder, Jospin, Chirac ou Douste-Blazy ... Vous ne pourriez pas comprendre. La politique, c'est un métier, coco!

Joël BONNEMAISON

---

# LA C.G.T. EST-ELLE SOLUBLE DANS LA GAUCHE PLURIELLE?

Où va la C.G.T.? Aucun militant ouvrier, même s'il n'en est pas membre, ne peut se désintéresser de l'évolution de la centrale de Montreuil. Mener la lutte sociale avec elle, malgré elle, ou contre elle, ce n'est pas la même chose. L'histoire des staliniens est, à bien des égards, une véritable tragédie. Ainsi, aujourd'hui, il est possible d'analyser révolution de l'appareil cégétiste en 3 actes.

## ACTE 1: LE CONGRÈS

Le 46<sup>ème</sup> Congrès de la C.G.T. qui s'est déroulé, Europe oblige, à Strasbourg du 31 janvier au 5 février 99, fut, à n'en pas douter, un tournant dans l'histoire de la vieille centrale ouvrière. Jusque là, la C.G.T. était une organisation de masse et de classe, bien qu'elle fut aux mains de l'appareil stalinien. A l'issue de ce congrès, le vieux syndicat s'est fardé en organisation moderne et responsable. Sa direction a choisi de passer du «*tout contestataire*» à un «*syndicalisme de revendications et de propositions*». Plus de profession de foi anti-capitaliste, nos nouveaux «*working class heroes*» se contentent de combattre le libéralisme. Ce qui constitue bien plus qu'une nuance.

Un thème significatif et central du Congrès témoigne de ce «*Bad Godesberg*» à la française. En ce qui concerne la loi Aubry sur les 35 heures que Bernard Thibault qualifie de «*mesure de santé publique... bonne pour l'emploi*», le nouveau secrétaire général de la C.G.T., qui n'évoquera même pas la flexibilité du temps de travail dans son discours, ne craint pas de déclarer: «*En d'autres temps, la C.G.T. aurait sans doute affirmé comment les 35 heures devaient s'appliquer, sans trop tenir compte des disparités de situations. Notre démarche nous permet aujourd'hui de mieux coller à la réalité*». Comble d'ironie, c'est Maryse Dumas, Secrétaire Confédérale à l'action revendicative et naguère considérée comme représentative d'une «*ligne dure*» qui s'est fait le chantre des 35 heures.

Cette nouvelle orientation a, au moins, fait un heureux en la personne d'Ernest-Antoine Seillière, qui se félicite de: «*l'attitude moins systématiquement contestataire et plus ouverte à la négociation*» de la C.G.T., «*thèmes de flexibilité sont abordés maintenant par la C.G.T., qui fait preuve d'un certain réalisme vis-à-vis des phénomènes de société dans le monde du travail*», et le camarade président du MEDEF de conclure: «*la C.G.T. entreprend une approche nouvelle, je lui dis bonne chance*».

L'ensemble des militants cégétistes ne semble pas partager l'enthousiasme du sémillant baron à en croire le nombre d'amendements au document d'orientation déposés, à savoir près de trois mille, soit quatre fois plus qu'au précédent congrès de 1995.

L'action revendicative est reléguée aux poubelles de l'histoire, mais les pratiques staliniennes demeurent. Pour éviter que Nicole Notat ne soit copieusement huée par une bonne partie des militants qui l'attendait de pied ferme, la direction de la C.G.T. a organisé une formidable mise sur scène. Elle a tout simplement plongé la salle dans l'obscurité, fait scander par les fières poitrines prolétariennes le rituel cri de guerre «*tous ensemble*», tandis que la «*tsarine*» faisait discrètement son entrée. La direction stalinienne ne se contente pas de jeter le bébé avec l'eau du bain, elle jette le bébé (la lutte de classe) et conserve l'eau du bain (les manœuvres, la manipulation).

## ACTE 2: L'ENTRÉE DANS LA C.E.S.

Le 16 mars 1999, la C.G.T, obtient enfin son adhésion à la *Confédération Européenne des Syndicats* (C.E.S.). Des mois d'efforts pour en arriver là, le rapprochement avec la C.F.D.T. la présence très médiatisée d'Emilio Gabaglio, président de la dite C.E.S., au Congrès de Strasbourg, le renoncement au combat contre les traités de Maastrich-Amsterdam, voilà le prix à payer par la C.G.T, pour son adoubement. Grand bien lui fasse! La C.G.T. courroie de transmission de la *Commission Européenne* (démissionnaire ce même 16 mars!). Le représentant de F.O. à la C.E.S. s'est fendu d'un discours lyrique dénonçant les pratiques totalitaires de la C.G.T. avant de voter contre son adhésion. Notons que si cette position avait été majoritaire, c'eut été rendre un sacré service à la C.G.T. Il serait bien préférable de caractériser précisément le caractère réactionnaire de la C.E.S, (ce que nous avons largement fait dans ce journal) et de s'en retirer plutôt que de donner des leçons d'histoire aux technocrates européens. L'adhésion de la C.G.T. à la C.E.S. est logique, elle marque un renoncement à l'action revendicative au profit d'une volonté d'intégration du syndicat à l'appareil bruxellois.

## ACTE 3: DSK, MON AMOUR

Il est parfois fort instructif de s'astreindre à lire le journal gothique et jésuite paraissant le soir. Ainsi, dans «*Le Monde*», daté des 11/12 avril 99, apprend-on que:

«*Jeudi 8 avril, pour la première fois, un groupe d'experts économiques - une vingtaine - se réunissait autour de Dominique Strauss-Kahn, de manière officieuse, pour aborder avec le Ministre des Finances, de l'Économie et de l'Industrie différents sujets macroéconomiques*».

Ce groupe d'experts (en quoi? en régression sociale?) est composé de patrons, pardon, de chefs d'entreprises, de professeurs d'économie (forcément éminents) venant des 4 coins de l'Europe, de l'inénarrable Denis Kessler qui représente les camarades du MEDEF. Rien de bien nouveau, gageons qu'avec un tel aéropage sous la houlette de DSK, la voie vers le socialisme est toute tracée! Que le sieur Troglis de la C.F.D.T. se compromette dans ce comité n'est pas pour nous surprendre, en revanche, qu'on y retrouve Le Duigou au nom de la C.G.T. est plus étonnant. En d'autres temps la direction cégétiste aurait sans doute parlé de collaboration de classes. Autre temps, autres mœurs, aujourd'hui, la gauche plurielle est au pouvoir, la C.G.T., membre de la C.E.S. est devenue une force de propositions et le PACS avec la C.F.D.T. est en bonne voie.

## EN GUISE D'ÉPILOGUE

Fort heureusement, il semble qu'une part non négligeable des militants cégétistes n'accepte pas la nouvelle orientation de leur direction syndicale et s'organise pour mener la résistance. Souhaitons leur bon courage, car si nous avons, pour notre part, choisi de militer au sein de la C.G.T.F.O., l'évolution de la C.G.T. ne nous est pas pour autant indifférent. Souvenons-nous, en 1995, c'est l'unité d'action CGT/CGTFO qui a permis de défendre les retraites. Le rapport Charpin publié récemment va encore plus loin qu'à l'époque dans l'attaque contre les retraites. La riposte de la classe ouvrière doit donc être à la mesure des coups qui lui sont portés. La nouvelle situation politique permettra-t-elle une mobilisation à l'image de ce qui s'est passé il y a quatre ans à? La question reste posée, à suivre...

**Christophe BITAUD.**

-----

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»  
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé  
Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.  
Verser à: Mme PESTEL-HEBERT - CCP Nantes n°515-14 C  
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

-----